



Nouvelles de la Confédération Générale des Syndicats

№ 67 Janvier-Mars 2010

La Commission de la CGS discute de la législation du travail dans les pays de la CEI

La Commission de la CGS pour la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs et les questions juridiques, dirigée par Melik Mirzoev, président de l'UIS des travailleurs du pétrole et du gaz, a tenu sa réunion le 26 février 2010 à Moscou.

Les membres de la Commission – représentants des centrales syndicales nationales et des Unions internationales des syndicats de branche, ont examiné l'Analyse des legislations du travail des pays de la CEI quant à la signature, le changement et la cessation du contrat du travail, préparée par le Département juridique de la CGS.

A l'issue de la discussion, la Commission a recommandé de mettre ce document au point et de le faire parvenir aux organisations membres de la CGS pour son utilisation dans leur travail. Il a été aussi recommandé au Département juridique d'élaborer sur la base des legis-

lations nationales un accord-cadre du travail et de le présenter à la prochaine réunion de la Commission.

Les participants à la réunion ont procédé à un échange d'informations sur la situation socio-économique dans les pays de la CEI.

Natalya Podchibiyakina, secrétaire générale de la CGS, a dressé le bilan de la discussion.

La visite du secrétaire général de la CGS en Ukraine

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, s'est rendu du 24 au 25 février en Ukraine où il a eu une rencontre de travail avec la délégation de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU) dirigée par son président Vassil Khara. Les questions actuelles de la coopération entre la CGS et la FSU, du développement de la coopération entre les syndicats de la CEI dans la mise en oeuvre des programmes et des actions solidaires ont été discutées. Les parties ont échangé

des opinions sur les actions syndicales pour défendre les intérêts des travailleurs dans les conditions marquées par la baisse de la production, le chômage croissant, la baisse des revenus et la hausse des prix et de l'inflation.

Vladimir Scherbakov a pris part à la cérémonie d'investiture du nouveau président d'Ukraine Victor lanoukovytch.

Azerbaïdjan: la création des syndicats dans les compagnies transnationales

Sattar Mekhbaliev, président de la Confédération des syndicates d'Azerbaïdjan, a déclaré dans son interview à l'Agence nationale de presse que le processus de création des syndicats dans les compagnies transnationales (CTN) et dans le secteur privé national prenait de l'ampleur.

Ce processus ne porte pas un caractère passager, les syndicats s'en occupent systématiquement et constamment. Presque chaque jour la centrale syndicale reçoit des informations sur l'enregistrement des nouveaux syndicats de base dans les entrerprises.

Il est remarquable que certains dirigeants des CTN qui, auparavant, enrayaient la création des syndicats, le regrettent maintenant en disant qu'il fallait en créer dès l'apparition des CTN dans le pays.

Au dire du leader syndical, cette situation confirme que les syndi-

cats d'Azerbaïdjan prendent de la force et défendent efficacement les droits et les intérêts des travailleurs.

Arménie: la CSA est préoccupée par la hausse des prix

Dans sa declaration, adoptée en mars, la Confédération des syndicates d'Arménie a exprimé sa préoccupation quant à la hausse continue des prix des biens et des services. Selon la confédération cela produira un effet négatif sur la qualité de vie de la population: la crise sociale redoublera, le niveau de vie baissera encore et le nombre des familles démunies augmentera.

On aurait pu éviter cette baisse du niveau de vie en adoptant à temps une loi sur l'indexation des salaires. Faute de cette loi, le pouvoir d'achat des travailleurs n'est pas regularisé. On n'a pas déterminé non plus le panier de la ménagère qui sert de base pour le calcul du SMIG, des pensions et des allocations.

La CSA a exprimé l'espoir que les pouvoirs du pays prendront des mesures nécessaires pour adoucir cette dure situation sociale et n'admettront pas la montée de la tension dans la société.

Bélarus: les syndicats ont obtenu l'augmentation du SMIG

Conformément à la décision du gouvernement, à partir du 1er janvier 2010 le SMIG a été augmenté en Bélarus pour passer à 258 000 roubles biélorusses, soit 91 US dollars.

L'augmentation du SMIG a été initiée par la Fédération des syndicats (FSB) et a été soutenue par le président de la République. La Bélarus est devenue un des rares Etats de la CEI où le SMIG dépasse le minimum vital.

Cette initiative de la FSB s'inscrit tout naturellement dans la campagne solidaire de la CGS pour l'augmentation du SMIG au minimum vital.

Géorgie: l'action syndicale au centre de Tbilissi

L'Union des syndicats de la Géorgie (USG) a organisé le 1er mars une large manifestation au centre de Tbilissi, demandant aux pouvoirs de garantir des conditions de vie décentes aux enseignants, aux travailleurs de la santé publique et aux petits entrepreneurs.

Les participants à la manifestation, dont le nombre, selon les syndicats, a dépassé 5 000, ont protesté contre la détérioration continue de la situation sociale, contre la hausse du chômage et des prix de loyer et contre la violation des droits des travailleurs.

Malgré les tentatives des pouvoirs d'empêcher l'organisation de l'action syndicale, les travailleurs, même de régions les plus éloignées, sont venus à Tbilissi. Parmi d'autres revendications, les manifestants ont exigé d'établir une pension de retraite de base égale à 100 US dollars, ce qui a été promis par les pouvoirs. Le minimum vital dans le pays est actuellement de 128 laris (soit 78 dollars), tandis que la pension est de 85 laris seulement.

Les dirigeants syndicaux ont déclaré que si leurs revendications ne seront pas satisfaites, la centrale passera aux actions plus massives et plus résolues.

Kazakhstan: nouvelles mesures de couverture sociale

A partir du 1er janvier 2010, plusieures mesures de soutien social de la population ont été mises en oeuvre au Kazakhstan.

Ainsi, conformément à la loi promulguée par le gouvernement "La sécurité sociale obligatoire" les allocations pour incapacité de travail et perte du soutien de famille ont été augmentées de 9% et les pensions de retraite, de 25%.

A partir du 1er janvier, on a établi les montants suivants des payements:

- le SMIG 14 952 tengués (101 US dollars);
- la pension minimale 12 344 tengués (83 US dollars);
- le minimum vital 14 952 tengués.

Ceci dit, grâce aux efforts de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan, le SMIG a rattrapé le minimum vital.

A la fin de l'année 2009, le salaire moyen au Kazakhstan a été de 442 US dollars, soit l'un des meilleurs indices dans les pays de la CEI.

Moldova: les revendications des syndicats sont satisfaites

Les syndicats de Moldova ne sont pas non plus en retard dans la campagne solidaire de la CGS pour l'augmentation du SMIG au minimum vital.

Le 5 février 2010 la Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM), le gouvernement et la Confédération nationale patronale ont signé une "Convention collective sur le SMIG". Dorénavant, il sera de 1 100 leus (environ 88 dollars).

Les employeurs ont reçu le droit d'introduire ce salaire par étapes, mais au plus tard avant le 1er mai 2010.

Avant, selon Oleg Budza, président de la CNSM, le salaire horaire en Moldova a été le plus bas en Europe: 0,25 euro.

A part cela, conformément au porte-parole du gouvernement, celui-ci discutera sans délai une déclaration de la CNSM concernant les compensations ciblées à la population la plus démunie, pour adoucir les effets de l'augmentation des tarifs pour l'électricité, le gaz et le chauffage.

Russie: une nouvelle rencontre régulière au Kremlin

Une nouvelle rencontre régulière entre Dmitri Medvedev, le président de la Fédération de Russie, et Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a eu lieu au Kremlin le 11 janvier 2010. La situation sur le marché du travail, les mesures pour faire baisser le chômage et les arriérés de salaires ont été discutés.

Le président du pays a souligné que les pouvoirs, conjointement avec les syndicats, ont fait des efforts pour réduire au minimum les conséquences négatives de la crise économique sur le marché du travail. Toute une série de mesures économiques et sociales a été élaborée et réalisée.

Chmakov a partagé l'opinion du président que les mesures enterprises ont donné un certain effet positif, mais n'ont pas aidé à créer de nouveaux emplois. A la fin de l'année 2009, selon les calculs officiels, il y avaient en Russie plus de 2 millions de chômeurs enregistrés, et selon le mèthode de calcul de l'OIT - 7,7 millions de chômeurs.

Sous cette optique, le leader syndical a encore une fois souligné la nécessité de ratifier sans délai plusieures conventions de l'OIT dont les relations du travail en Russie ont besoin, surtout la convention № 135 sur la défense des droits des représentants des travailleurs dans les enterprises.

Medvedev a souligné que le marché du travail se redresse plus lentement que l'économie, cependant cela ne doit pas servir de justification à l'inertie du gouvernement, pas plus que de ses partenaires sociaux. Quant aux conventions de l'OIT, le président de la Russie a déjà donné tous les ordres requis au gouvernement, et une partie des conventions a été déjà transmise au parlement pour ratification.

Russie: les arriérés de salaires augmentent

Début mars, la FNPR a publié les nouvelles données sur les arriérés de salaires.

"A la fin de l'année 2009 les arriérés de salaires ont baissé jusqu'à 4,6 milliards de roubles, alors qu'en janvier-février 2010, la dette envers les travailleurs a de nouveau remonté à 4,8-5 milliards de roubles" – soiligne la déclaration de la centrale.

"Pratiquement chaque semaine, ça et là, parfois jusqu'à cinq fois par semaine, il y a en Russie des conflits de travail qui souvent ne sont pas refletés par les médias."

La durée moyenne des arriérés de salaires est de près trois mois. Les retards de payement des salaires sont surtout propre à la construction mécanique, l'agriculture et la branche radioéléctronique.

Selon la FNPR, depuis le début de l'année les arriérés de salaires ont augmenté de 9%.

Le Comité d'Etat pour le travail et le salaire souligne que depuis le début de 2010, plus de 200 000 travailleurs n'ont pas reçu leurs salaires à temps.

Russie: Mikhaïl Chmakov – "La personne de l'année – 2009"

Le 25 février 2010 une cérémonie de remise du prix international "La personne de l'année – 2009" a eu lieu au Kremlin.

Ce prix est attribué pour la contribution importante au développement du pays et au renforcement de sa position dans le monde. Chmakov, en tant que président de la CGS et de la FNPR, est devenu lauréat de ce prix pour sa contribution au développement de la politique sociale et de la législation du travail nationale.

Institué en 2001, le prix "La personne de l'année" est actuellement largement reconnu. Il est appelé à contribuer à l'unité et à la compréhension mutuelle entre la société, le business et le pouvoir, à attirer l'attention des gens aux personnes qui influencent favorablement le développement du pays, l'entente sociale et la prospérité de la nation.

La décision sur la remise du prix est adopté par un Conseil d'experts composé de personnes publiques, d'hommes d'affaires et d'Etat, de représentants des médias les plus populaires.

Mikhaïl Chmakov a déclaré lors de la remise du prix: "Je suis sûr que le temps difficile passera, et que nous tous, nous allons tirer des conclusions nécessaires qui nous aidront dans l'avenir."

Russie: le Conseil général de la FNPR dresse le bilan de l'année

Le Conseil général (CG) de la FNPR a tenu sa réunion plénière le 17 mars à Moscou. Des représentants de la Administration du président de Russie, du gouvernement, des députés à la Douma et les dirigeants de la CGS y ont pris part.

Les membres du CG ont discuté du rapport du président de la FNPR Mikhaïl Chmakov "Les actions des syndicats dans les conditions économiques actuelles" et ont approuvé en général l'activité des syndicats et leur participation à la politique anticrise du gouvernement, ce qui a permis non seulement de prévenir une récession encore plus profonde, mais d'amener l'économie à la croissance. Grâce aux programmes régionaux on a pu éviter des lock-outs et diminuer sensiblemement le chômage.

Cependant, la reprise économique reste instable et le marché du travail se relève beaucoup plus lentement que l'économie.

Le Conseil général a proposé d'ajouter aux mesures anticrise l'établissement du SMIG égal au minimum vital, d'indexer les salaires des travailleurs de la fonction publique, d'allonger les périodes de payement des allocations de chômage et d'introduire une assurance contre la perte d'emploi.

Intervenant à la réunion, Alexandr Safonov, vice-ministre de la Santé et du Développement social, a positivement apprécié la coopération entre le gouvernement et la FNPR, ainsi que le travail de la Commission tripartite de Russie en 2009. Au dire de Safonov, plusieures conventions de l'OIT, proposées par la FNPR pour ratification, parmi lesquelles la convention № 135, sont déjà approuvées par le gouvernement et seront bientôt ratifiées par la Douma.

Prenant en considération que l'actuelle Convention générale nationale prend fin en 2010, le CG a adopté la conception de la nouvelle convention sur la base du dialogue social.

Ukraine: la rencontre des militants syndicaux avec le président de la République

Une rencontre entre le président d'Ukraine Victor lanoukovytch avec les militants syndicaux a eu lieu le 19 mars au siège de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU).

Les problèmes actuels pour les syndicats et pour toute la société: comment surmonter la crise, remettre en marche les entreprises, garantir aux gens un emploi et un salaire décents, augmenter l'efficacité de la protection sociale, ont été discutés à cette rencontre.

Le chef de l'Etat, intervenant à la rencontre, a donné une analyse profonde de la situation socio-économique en Ukraine, a indiqué les priorités du développement, a donné une explication des phénomènes de la crise économique et financière, de la baisse de la production, du chômage et des bas salaires.

Il a aussi mis en relief, dans son intervention, la nécessité de développer le dialogue social, le rôle des conventions collectives et la protection sociale des travailleurs. Il a rassuré les militants que dorénavant toute question socio-économique sera au préalable discutée avec les syndicats.

Vassil Khara, président de la FSU, a pris la parole à cette rencontre. Il a mis l'accent sur la nécessité de renforcer le rôle des syndicats dans la construction d'une société civile en Ukraine, de défendre mieux les droits des organisations sociales, de leur donner les pouvoirs de contrôler les actions des pouvoirs et des employeurs, de développer le dialogue social et de garantir la mise en oeuvre en Ukraine des normes internationales du travail de l'OIT.

Le leader syndical a remis au président de la République un rapport, préparé par les syndicats, contenant les propositions sur l'amélioration de la situation socio-éconimique et des relations de travail: "Travail en Ukraine: la nécessité des changements radicaux pour l'efficacité sociale et la vie décente".

D'autres syndicalistes, faisant partie d'un Organe représentatif des syndicats, dirigé par Vassil Khara, sont intervenus à la rencontre.

Le congrès de l'UIS des travailleurs des services publics

L'Union internationale des syndicats des travailleurs des services publics a tenu son Vème congrès le 18 février à Moscou.

Les dirigeants des syndicats de branche d'Azerbaïdjan, de Bélarus, du Kazakhstan, de Russie et du Tadjikistan ont participé au congrès. Pour des raisons financières les représentants des syndicats d'Arménie, du Kirghizistan et de Moldova n'ont pas pu assister à cette initiative statutaire de l'UIS.

Les dirigeants de la CGS - Vladimir Scherbakov, le secrétaire général, et Albert Potapov, le secrétaire général adjoint, ont pris part au congrès.

Le compte rendu de l'activité de l'Union durant la période écoulée a été remis aux délégués, parmi d'autres documents du congrès.

Intervenant au congrès, Vladimir Scherbakov, a parlé de l'activité de la CGS et de ses organisations membres, a souligné la néccessité de regrouper les syndicats de branche et leurs unions internationales.

Le congrès a adopté une résolution sur la situation dans la branche, avec des propositions concrètes pour son amélioration, de nouveaux Statuts et un règlement de la Commission de contrôle financier.

Nicolas Souchenya, président du Syndicat de branche de Bélarus, a été élu président en rotation de l'UIS, pour un délai d'un an, Nina Filippova, vice-présidente du Syndicat des travailleurs des services publics de Russie, a été élue secrétaire générale de l'Union pour un délai de cinq ans.

Le congrès a aussi élu un Conseil de l'UIS et une Commission de contrôle financier.

Publié par le Département International

EΤ

LE DÉPARTEMENT DE PROBLÉMES HUMANITAIRES ET D'INFORMATION DE LA CGS

42, LENINSKY PROSPECT

117119, Moscou, Russie

TÉLÉFAX +7(095) 938-2155

TÉLÉPHONE +7(095) 938-7915

+7(095) 938-8339

Télex 411010

SITE INTERNET: <u>www.vkp.ru</u>; E-mail: <u>inter@vkp.ru</u>

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE, A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.

Ses Statuts adoptés au premier congrès ont été partiellement modifiés et complétés au deuxième Congrès de la CGS, le 22 septembre 1993, et au troisième Congrès de la CGS, le 18 septembre 1997.

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE

DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;

LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE

ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.

LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.

LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE, DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUZBÉKISTAN, D'UKRAINE, AINSI QUE 37 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE. A ÉTÉ SIGNÉ UN ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA CGS ET LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS D'AZERBAÏDJAN.

LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.

LA CONFEDERATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ETATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ETATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ECONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.

Au plan international, elle a le statut consultatif régional de l'OIT, de l'ECOSOC et du DIP de l'ONU.

LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS ET C'EST LE COMITÉ EXÉCUTIF QUI L'EST ENTRE LES DEUX CONGRÈS.

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

VLADIMIR SCHERBAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions fransaise et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet: www.vkp.ru